Communiste, social révolutionnaire, antisémite ?

D'un usage détourné de la radicalité ouvrière par les mouvements terroristes d'extrême gauche allemands

Martin Jander

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/799>

DOI : 10.4000/quaderni.799

ISSN : 2105-2956

Éditeur

Les éditions de la Maison des sciences de l'Homme

Édition imprimée

Date de publication : 5 mai 2014

Pagination : 27-39

Référence électronique

Martin Jander, « Communiste, social révolutionnaire, antisémite ? », *Quaderni* [En ligne], 84 | Printemps 2014, mis en ligne le 05 mai 2016, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/quaderni/799> ; DOI : 10.4000/quaderni.799

Communiste, social révolutionnaire, antisémite ?

*D'un usage
détourné de
la radicalité
ouvrière par
les mouvements
terroristes
d'extrême
gauche
allemands*

Martin
Jander

*Maître de conférences
Hamburger Institut
für Sozialforschung*

À la suite de la révolution culturelle de la fin des années soixante, des organisations terroristes voient le jour dans plusieurs sociétés industrialisées. Les groupements terroristes de gauche de la République fédérale d'Allemagne – la *Fraction Armée Rouge* (« Rote Armee Fraktion », RAF), le *Mouvement du 2 juin* (« Bewegung 2. Juni ») et les *Cellules Révolutionnaires* (« Revolutionäre Zellen », RZ) – sont loin d'être des cas isolés dans ce contexte. Avec les *Weathermen*¹ aux États-Unis, les *Brigades Rouges*² en Italie, l'*Armée Rouge japonaise*³ et bien d'autres encore, ils démontrent que le terrorisme n'est en rien un phénomène limité aux sociétés sous-développées. Dès l'émergence de ces groupes dans les années soixante-dix, des chercheurs se penchent sur leurs histoires et leurs structures, un intérêt qui se confirme dans les décennies suivantes, et tout particulièrement après les attentats de New York et de Washington en septembre 2001, qui rendent visibles les interconnexions et réseaux de groupes terroristes opérant internationalement⁴.

De nombreuses facettes de l'histoire des groupes terroristes d'extrême gauche allemands restent aujourd'hui inexplorées. Certes, l'histoire de la RAF a fait l'objet de travaux de recherche approfondis. Mais il n'en va pas de même pour le *Mouvement du 2 juin* et les *Cellules Révolutionnaires*⁵. Les collaborations protéiformes de ces groupes entre eux, leurs relations avec les services secrets de plusieurs dictatures soviétiques tout comme leurs liens avec des réseaux terroristes internationaux, plus particulièrement palestiniens, doivent encore être étudiés⁶.

D'ordinaire, la recherche différencie les groupes terroristes en fonction de leurs mobiles et dis-

tingue de façon un peu grossière les groupes sociaux révolutionnaires, des groupes ethno-nationalistes et religieux⁷. Mais comment peut-on qualifier précisément les groupes terroristes allemands? Le classement exclusif dans la catégorie « social révolutionnaire » et « de gauche », au nom notamment de leur volonté de se raccrocher à la tradition d'un radicalisme ouvrier hérité de l'Empire allemand et de la République de Weimar, est trop imprécis. Pour dépasser le recours simpliste, réducteur et fonctionnel à une filiation entre lutte armée de gauche et tradition de la radicalité ouvrière en Allemagne, une identification plus précise de l'ensemble de leurs déterminants politiques et culturels s'impose.

Dissolution de l'opposition extraparlamentaire

En Allemagne de l'Ouest, la dissolution progressive dès la fin des années soixante de l'*opposition extraparlamentaire* (« Außerparlamentarische Opposition », ApO) entraîne l'apparition de groupements terroristes de gauche et d'autres groupes assimilés à la gauche radicale⁸. Les principales motivations de ces groupes agissant ensemble au sein de cette constellation, remontent aux protestations contre le réarmement de la RFA dans les années cinquante⁹. Or, à l'époque déjà, les premiers acteurs du mouvement anti-réarmement ne peuvent être clairement situés « à gauche », tant leurs motivations premières sont hétérogènes. Parmi ces opposants au réarmement, nombreux sont ceux qui, mus par l'espoir d'une réunification des deux Allemagnes, craignent l'entrée de la République fédérale dans l'alliance militaire occidentale. Dans d'autres cas, le mouvement d'opposition rassemble des militants d'extrême droite qui rejettent toute alliance avec

les États-Unis. Parfois aussi, le mouvement de protestation est d'obédience chrétienne et pacifiste, mené notamment par des représentants de l'Église confessante [« Bekennende Kirche », dissidence anti-nazie de l'Église protestante allemande, ndtr.], par exemple Martin Niemöller. La protestation est également sociale-démocrate, la SPD et de larges franges syndicales se considérant, jusqu'à la fin des années cinquante, comme une « opposition nationale¹⁰ » modérée contre un gouvernement conservateur et libéral avide de liens forts avec l'Ouest. Dans ce contexte déterminé par de multiples courants hétérogènes voire antagonistes, certaines grandes sections du SPD sympathisent alors avec des mouvements extraparlamentaires. Enfin, les communistes ouest-allemands investissent également le mouvement de protestation contre le réarmement de la République fédérale. Après son interdiction en 1956, le KPD [« Kommunistische Partei Deutschlands », parti communiste d'Allemagne] lié aux communistes au pouvoir en RDA, cherche à organiser une opposition nationale dans le but, notamment, de réduire le pouvoir d'influence des alliés occidentaux en RFA.

Passée la vague des protestations contre le réarmement, le SDS [« Sozialistischer Deutscher Studentenbund », l'union socialiste allemande des étudiants] s'impose en lieu de coordination pour la plupart des mouvements de protestation extraparlamentaires, et leur fournit une nouvelle cause, essentielle pour toute une génération : l'opposition à la guerre du Vietnam¹¹. Dans les derniers mois de son existence, le SDS se détournera encore de son soutien passé à l'État d'Israël¹².

La fin de la coalition des sociaux-démocrates et

des conservateurs sous Kurt Georg Kiesinger, ainsi que l'arrivée en 1969 d'une coalition sociale-libérale menée par Willy Brandt, sonnent le glas de la très large alliance de l'opposition extraparlamentaire. Le SDS se disloque en divers groupements qui se disent révolutionnaires sociaux et de gauche¹³ tandis que le KPD, interdit depuis 1956, se refond en DKP [« Deutsche Kommunistische Partei », parti communiste allemand].

Rudi Dutschke

Le 2 juin 1967, l'étudiant Benno Ohnesorg est abattu par un policier lors d'une manifestation de protestation contre le Shah d'Iran. La mort de l'étudiant déclenche les premières réflexions sur la formation de groupes armés. Rapidement, de vifs débats sur la compatibilité entre usage de la violence et protestation embrasent les milieux étudiants. L'événement est en effet interprété par bon nombre d'activistes de l'opposition extraparlamentaire comme la conséquence d'une chasse quasi fasciste que la police fait aux esprits critiques. Dans ce contexte, Rudi Dutschke, un des principaux penseurs et activistes de l'ApO, prône la guérilla urbaine européenne¹⁴. En septembre 1967 déjà, lors d'une allocution qu'il avait prononcée avec Hans-Jürgen Krahl à l'occasion de la 22^e conférence des délégués du SDS à Francfort, Dutschke avait plaidé pour la création d'un mouvement de guérilla : « *La propagande des coups de feu (Che) dans le Tiers-Monde doit s'adjoindre la propagande des actes dans les métropoles, qui rendent une urbanisation de l'activité de guérilla rurale historiquement possible. Le guérillero urbain est l'organisateur de l'irrégularité absolue en tant que destruction du*

système des institutions répressives. »¹⁵ Lors du *Vietnam Kongress* de février 1968 [congrès sur le Vietnam organisé à Berlin par le SDS et divers groupes de gauche allemands et étrangers ; ndtr.], Dutschke se fait encore plus explicite. Il clôture son exposé par cette phrase¹⁶ : « *Si le Viet-Cong n'est pas doublé d'un Cong américain, européen ou asiatique, la révolution vietnamienne échouera, comme toutes les autres avant elle. Un État de fonctionnaires hiérarchiques va récolter les fruits qu'il n'a pas semés.* »¹⁷ Un peu plus tard, le 2 avril 1968, Andreas Baader, Gudrun Ensslin et deux de leurs amis boutent le feu à deux supermarchés de Francfort. Cet acte entre dans l'histoire comme la première action violente et terroriste d'un groupe issu de l'opposition extraparlamentaire.

Les coups de feu tirés sur Rudi Dutschke le 11 avril 1968 entraînent une intensification des réflexions relatives à la création de groupes armés. Dutschke survit de justesse à l'attentat¹⁸. Suite à cet incident, des groupes se forment autour de Dieter Kunzelmann et de Fritz Teufel à Munich et à Berlin-Ouest. Ils se baptisent *Tupamaros München* (TM) et *Tupamaros West-Berlin* (TW) en référence aux guérilleros Tupamaros d'Uruguay¹⁹. Leurs premières actions sont des attentats et attaques dirigés contre des tribunaux, la police et des institutions et symboles américains. En octobre 1969, après cette première vague d'actions, des membres du groupe autour de Dieter Kunzelmann se rendent dans un camp palestinien pour y recevoir un entraînement militaire.

Le 9 novembre 1969 les *Tupamaros West-Berlin* (TW) tentent de faire exploser une bombe au centre communautaire juif de Berlin-Ouest. Si la bombe placée par Albert Fichter dans un

distributeur de boissons avait explosé, elle aurait probablement fait 200 morts et blessés. Mais en raison d'un dysfonctionnement technique, l'engin, heureusement, n'explose pas. Quelques mois plus tard, le 13 février 1970, un incendie d'origine criminelle ravage le centre de la communauté religieuse israélite de Munich. Sept survivants des camps y trouvent la mort²⁰. Ici encore, il semble acquis que des personnes issues du giron des *Tupamaros München* participent à l'action. Plus de 40 ans après l'attentat, le ministère public a rouvert l'instruction²¹.

La première des organisations terroristes de gauche à voir le jour en Allemagne est la Fraction Armée Rouge (RAF). En mai 1970, un groupe constitué autour de Horst Mahler, Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin libère Andreas Baader, récemment incarcéré après avoir été interpellé dans un cimetière de Berlin-Ouest alors qu'il cherchait des armes à feu. Le groupe passe immédiatement à la clandestinité. Certains de ses membres se rendent à leur tour dans un camp d'enfermement palestinien. Fin 1971, des membres du groupe de Dieter Kunzelmann fondent le Mouvement du 2 juin. Se pensant avant tout comme une organisation prolétarienne, le Mouvement du 2 juin prend le contre-pied de la RAF, principalement influencée par des universitaires. À l'instar de la RAF, le Mouvement du 2 juin commet toutefois plusieurs braquages de banque et cible diverses institutions américaines et britanniques. Le dernier groupe armé à voir le jour dans cette constellation, les Cellules Révolutionnaires (RZ), naît du rassemblement de quelques personnes qui se regroupent autour de l'ancien président du SDS. Le Cellules Révolutionnaires se font remarquer une première fois en 1973 par des attaques et des

attentats. Mais contrairement aux membres de la RAF et du Mouvement du 2 juin, de nombreux membres des RZ mènent par ailleurs une vie dans la légalité grâce à un système de cloisonnement des sous-groupes qui n'entretiennent aucun contact les uns avec les autres et qui sont, d'un point de vue logistique, totalement indépendants.

Radicalité ouvrière et opéraïsme

D'ordinaire, l'émergence de ces groupes armés allemands est associée à un contexte déterminé par un radicalisme de gauche²² qui puiserait ses racines dans le « radicalisme des travailleurs²³ », né au XIX^e siècle en Allemagne et particulièrement visible à l'époque du mouvement dit « des conseils » (« Rätebewegung ») après la Première Guerre mondiale. Mais cette interprétation des origines est d'abord le fait des fondateurs de ces groupes qui, pour affirmer leur identité, se sont approprié cette tradition.

Cette assimilation fonctionnelle à la tradition de la radicalité ouvrière est, *a priori*, particulièrement réaliste et crédible dans la première moitié des années soixante-dix. À l'époque de la fondation de la RAF, l'engagement des travailleurs dans une dynamique de radicalisation de conflits sociaux n'est pas, en effet, chose inconcevable. En septembre 1969 déjà, au moment de l'arrivée au pouvoir de la coalition sociale-libérale, des grèves sauvages organisées en-dehors de tout cadre syndical semblent annoncer un élan de radicalisation dans les milieux ouvriers²⁴. En 1973, une grève sauvage des travailleurs de l'entreprise Ford à Cologne qui se solde par une occupation d'usine, confirme cet espoir en une radicalisation des conflits grâce à la participation

du monde ouvrier²⁵.

Comme bon nombre de nouveaux groupes de gauche, la Fraction Armée Rouge, le Mouvement du 2 juin et les Cellules révolutionnaires misent sur une alliance entre travailleurs, étudiants, lycéens et toute la masse socialement hétérogène qui a rallié le mouvement de protestation extraparlémentaire des années soixante. Par leurs attaques et attentats, ces groupes tentent effectivement de s'ancrer dans d'autres mouvements de protestation sociale. La déclaration de la RAF publiée dans la revue *Agit 883* après la libération d'Andreas Baader en mai 1970, est, à cet égard, exemplaire. Elle rend palpable la propagande déployée par les terroristes pour se rattacher à d'autres mouvements sociaux préexistants :

« Ces porcs croyaient-ils vraiment que nous laisserions le camarade Baader croupir deux ou trois ans en prison ? Ces porcs croyaient-ils vraiment que nous en resterions éternellement à lutter avec des bombes de peinture contre les matraques, avec des pavés contre les pistolets, avec des cocktails Molotov contre les fusils mitrailleurs ? Y avait-il réellement un porc pour penser que nous allions parler du déploiement de la lutte des classes et de la réorganisation du prolétariat sans nous armer ? » Un peu plus loin, la RAF conclut encore par ces slogans : *« Déployer les luttes des classes, organiser le prolétariat ! Commencer la résistance armée ! Construire l'armée rouge ! »*²⁶.

Exemple : Agit 883

La revue *Agit 883*, dans laquelle paraît ce texte fondateur de la RAF, est éditée par une société

qui appartient au futur écrivain Peter Paul Zahn²⁷. À l'instar de certains fondateurs des groupes armés, Zahn se considère à l'époque comme faisant partie de la jeunesse prolétarienne, c'est-à-dire d'un mélange entre « *jeunes travailleurs, bohèmes de Kreuzberg* [quartier berlinois particulièrement fréquenté par les activistes de gauche dans les années soixante et soixante-dix ; haut-lieu de la contre-culture berlinoise dans les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt ; ndtr.], *objecteurs de conscience ou déserteurs, et jeunes libraires*. »²⁹. Proche de certains groupes armés, il est arrêté à Düsseldorf le 14 décembre 1972 alors qu'il tente de louer une voiture. Une fusillade éclate pendant son interpellation. Zahn blesse grièvement un policier. Finalement l'éditeur est condamné pour rébellion et coups et blessures pouvant entraîner la mort, et restera incarcéré de nombreuses années.

Agit 883 contribue également à la radicalisation des étudiants, apprentis et jeunes ouvriers de l'opposition extraparlémentaire. Les rédacteurs de la revue, parmi lesquels on retrouve le futur membre de la RAF Holger Meins, font la propagande explicite de la lutte armée, ce qui vaut à *Agit 883* d'être inquiété à plusieurs reprises par des instructions policières³⁰. D'autres journaux portant le même titre apparaissent également furtivement dans d'autres villes de la République fédérale d'Allemagne, comme Hanovre ou Brême. Ces éditions délocalisées promeuvent, elles aussi, la lutte armée et veulent contribuer à la radicalisation des conflits sociaux et politiques dans les entreprises, les écoles, les universités etc.³¹. Mais la plupart de ces éditions disparaissent très rapidement, souvent en raison de conflits idéologiques qui divisent leurs fondateurs.

Exemple : Wir wollen alles

Plusieurs groupes tentent également de collaborer concrètement avec des salariés. C'est le cas notamment du groupe *Lutte Révolutionnaire*³² (« Revolutionärer Kampf »), avec Hans Joachim Klein, futur membre des Cellules Révolutionnaires. Tout en essayant de radicaliser les travailleurs en élaborant de nouvelles revendications salariales et en organisant des grèves et d'autres réunions de lutte, ces groupes s'entraînent aussi au combat contre la police dans les forêts à la périphérie de Francfort. L'usage rebaptise d'ailleurs le groupe en « groupe de nettoyage », certains membres, Hans Joachim Klein notamment, disposant aussi d'armes à feu.

Lutte Révolutionnaire et d'autres formations analogues (notamment à Cologne, Francfort, mais aussi Munich, Hambourg et Brème), s'inspirent du travail politique de *Potere Operaio*³³. D'un point de vue théorique, ces groupes s'opposent à la fondation des partis marxistes-léninistes de l'époque, postulant que les travailleurs ne doivent pas être guidés par des partis mais doivent, au contraire, devenir actifs eux-mêmes, seule voie possible vers un développement de leur conscience politique. À cet égard, le titre de la revue que ces groupes allemands publient à l'époque, fait figure d'annonce programmatique : *Wir wollen alles*³⁴ [« Nous voulons tout »]. Ce mouvement, que ses tenants nomment eux-mêmes « opéraïsme » en référence à *Potere Operaio*, est théorisé en Allemagne fédérale par Karl Heinz Roth. En 1974, Roth publie l'ouvrage *Die 'andere' Arbeiterbewegung* [« L'autre mouvement ouvrier »] dans lequel il rouvre l'histoire de la surveillance politique pour concevoir un « autre »

mouvement ouvrier, celui des « ouvriers-masse » formant un potentiel de résistance dans la société capitaliste contemporaine. Selon Roth, les groupes armés sont des acteurs à part entière de ce mouvement³⁵. Pour l'auteur, la création d'un nouvel ouvrier-masse et l'invention de modes de lutte radicaux ne constituent pas des phénomènes allemands, mais expriment la transformation – en marche à l'échelle mondiale – du capitalisme³⁷. Il écrit :

*« Trente ans après l'Europe nationale-socialiste, le capitaliste collectif européen s'est décidé à revenir à des méthodes d'oppressions du passé pour répondre au cycle de lutte révolutionnaire des ouvriers-masse européens de la fin des années soixante. »*³⁸.

Contrairement à l'Italie où l'opéraïsme tire son énergie de la crise du PCI et des syndicats sans toutefois provoquer l'apparition du terrorisme (mais tout en l'hébergeant pour partie), en Allemagne fédérale, le mouvement en restera au stade de l'idée. Son principal théoricien, proche des groupes armés, est arrêté en compagnie de Werner Sauber, membre du Mouvement du 2 juin, en 1975.

Exemple : La bataille des maisons

Si les groupes dont il est question ici ont considéré les conflits sociaux – auxquels participaient aussi des jeunes ouvriers – comme de véritables champs d'intervention, aucun groupe de gauche, armé ou non armé d'ailleurs, n'est jamais parvenu à mener, influencer ou faire émerger un mouvement de masse socialiste en Allemagne fédérale. Et c'est pourquoi le concept d'une « autonomie

ouvrière », spécifiquement de classe, a progressivement laissé la place au concept « d'autonomie » sans plus, nom d'une revue qui naît en 1975 de la publication opéraïste *Wir wollen alles*³⁹.

Dans toutes les villes investies par la lutte armée dans le courant des années soixante-dix, plus particulièrement Berlin-Ouest, Francfort et Hambourg, ces champs d'intervention se cristallisent autour des occupations de maisons. La plupart de ces occupations visent le maintien d'une offre immobilière à prix abordable⁴⁰. À Berlin-Ouest, deux maisons occupées sont baptisées d'après les noms de membres de groupements armés qui avaient été abattus par la police, la « maison Georg von Rauch⁴¹ » (« Georg von Rauch Haus ») et la « maison Thomas Weißbecker » (« Thomas Weißbecker Haus »)⁴². À l'époque, des membres de groupes armés tentent effectivement de participer aux conflits dans le but de provoquer une escalade des tensions. Ici encore, ces tentatives d'immixtion sont corollaires de l'échec d'une véritable radicalisation ouvrière, que les terroristes ne parviennent pas à susciter dans les conflits sociaux. Ils cherchent alors à déplacer leur lutte vers des affrontements très rudes avec la police dans le but de recruter de nouveaux membres parmi les jeunes « formés » dans le cadre des conflits immobiliers. Quelques occupants d'une maison située Ekhostraße 39 à Hambourg, Karl Heinz Dellwo, Susanne Albrecht, Wolfgang Beer, Christine Dülmein, Christa Eckes, Wolfgang Quante et Bernd Rösner, vont effectivement rejoindre les rangs des terroristes quelques années plus tard. Dellwo par exemple participera en avril 1975 à la violente occupation de l'ambassade allemande à Stockholm, réalisée dans le but de forcer l'État à libérer des membres de la RAF⁴³.

Un communisme national

De façon plus saillante encore que le « radicalisme de gauche », un certain marxisme d'État est particulièrement palpable dans les écrits et pamphlets de la RAF, qui se rapprochent considérablement de la propagande bolchéviste nationale de la RDA des années cinquante⁴⁴. Le texte de la RAF « Erklärung zur Sache » notamment, qui expose les idées du groupe dans le cadre du procès de Stammheim, est exemplaire à cet égard. Dans ce document, tous les stéréotypes d'un nationalisme de gauche et d'un antisémitisme secondaire de gauche sont présents⁴⁵. L'extermination des juifs d'Europe par le national-socialisme allemand n'y est jamais évoquée. En revanche, la République fédérale y est présentée comme le vassal des États-Unis, tandis qu'Israël et les USA sont systématiquement assimilés à un nouveau fascisme contre lequel la résistance est un devoir :

« En relocalisant les causes du fascisme, non seulement dans les personnalités de ses leaders, mais aussi dans le caractère du peuple tout entier, au nom de la notion raciste de 'faute collective', l'occupant (c'est-à-dire les États-Unis, ndr.) (...) a tabouisé (...) la véritable cause du fascisme (...). Dans les campagnes de 'reeducation' [en anglais dans le texte], l'occupant s'est présenté à la population allemande comme un conquérant colonialiste qui s'adresse aux autochtones d'un pays occupé du Tiers-monde, pour 'éduquer les allemands à la démocratie' grâce à sa technique de domination psychologique. C'est-à-dire qu'il ne s'est pas seulement agi de transformer la culture, la compréhension de l'histoire et la conscience historique et identitaire, mais aussi et surtout de la briser. »⁴⁶.

Ces propos témoignent d'une sympathie évidente de leurs auteurs pour le marxisme national révolutionnaire du SED des années cinquante. Cette proximité n'est pas étonnante. On le sait, le KPD, interdit dès 1956, a joué un rôle non négligeable pour l'opposition extraparlamentaire en République fédérale d'Allemagne. Avant d'entamer sa carrière de terroriste, Ulrike Meinhof tout comme son mari Klaus Rainer Röhl par exemple, étaient membres de ce parti interdit. En outre, dès leurs débuts, certains groupes terroristes de gauche allemands entretiennent des contacts soutenus avec la RDA, et plus particulièrement avec son service secret, le ministère de la Sécurité d'État (« Ministerium für Staatssicherheit » – MfS), qui joue un rôle prépondérant pour les trois groupes terroristes dont il est question ici. Fondé en 1975 au sein du MfS, le département XXII est affecté à la lutte antiterroriste⁴⁷. Chargé d'identifier et, si possible, d'infiltrer des groupes terroristes d'extrême gauche et d'extrême droite, ce département surveille des groupes tels que la « Aktionsfront Nationaler Sozialisten », la « Kampfgruppe Priem », la « Abu-Nidal-Gruppe », les Brigades Rouges italiennes, la RAF, le Mouvement du 2 juin et les Cellules révolutionnaires. Aujourd'hui, on sait qu'en réalité le ministère coopérait avec une grande partie de ces groupes et leur fournissait formation, soutien et arrières-bases à condition qu'ils renoncent aux actions sur le sol de la RDA⁴⁸.

Antisémitisme et antisionisme

Enfin, une autre tendance idéologique – particulièrement mal étudiée quoique tout à fait visible et quasi explicite dès leurs débuts – fut encore déterminante pour les terroristes d'extrême

gauche allemands : l'antisionisme et l'antisémitisme. Rappelons que les Tupamaros West-Berlin par exemple ont délibérément choisi pour cible le centre communautaire juif de Berlin-Ouest pour leur attentat (manqué) du 9 novembre 1969. Dans un tract, ils déclaraient alors que « *la nuit de cristal de 1938* » est reproduite « *quotidiennement aujourd'hui par les sionistes dans les territoires occupés, les camps de réfugiés et les prisons israéliennes.* »⁴⁹. Cette légitimation de l'attentat et l'équivalence établie entre la politique d'Israël et les pogroms organisés par les nazis, relèvent très clairement d'un antisémitisme secondaire ou d'un « antisémitisme de déculpabilisation » [« Schuldabwehrantisemitismus »]⁵⁰.

Ce motif va réapparaître régulièrement après 1969, comme lors de la prise d'otages par des terroristes palestiniens de l'équipe olympique israélienne aux Jeux de Munich en 1972. Ulrike Meinhof, déjà en prison, justifie l'attaque au nom de la RAF⁵¹ : « *Israël verse des larmes de crocodile. Elle a brûlé ses sportifs comme les nazis l'ont fait avec les juifs – du carburant pour la politique impérialiste d'extermination.* »⁵². Pourtant, Israël n'avait pas mandaté de commando ; les athlètes israéliens étaient bel et bien les victimes d'un commando palestinien. Ici encore, la justification de l'attaque reflète un antisémitisme de déculpabilisation.

Les trois groupes armés d'extrême gauche de la République fédérale étaient dépendants de la formation et partiellement du financement et de la logistique, offerts par le Fatah, plus particulièrement par le PFLP⁵³. Ils ont coopéré avec les terroristes palestiniens car ils avaient un ennemi mortel commun : Israël, qu'ils ont attaqué sur

le territoire allemand. Le 9 mai 1977, le *Spiegel* publie une lettre de Hans-Joachim Klein que l'ancien membre des Cellules Révolutionnaires a déposée à Milan. Klein avait notamment intégré le commando germano-palestinien placé sous le commandement de Carlos lors de l'attaque du siège viennois de l'OPEP. Dans son courrier, Klein expose les raisons de son retrait⁵² et renseigne l'État au sujet de la planification par les Cellules Révolutionnaires d'assassinats des présidents des communautés juives de Berlin-Ouest et de Francfort, Heinz Galinski et Ignatz Lipinski.

Terreur et idéologie

Les contemporains de la lutte armée tout comme les chercheurs qui ont étudié les agissements des groupes dont il a été question ici, n'ont pas su comment qualifier adéquatement le terrorisme d'extrême gauche allemand. L'habituelle distinction entre groupes ethno-nationaux, sociaux révolutionnaires et religieux ne peut s'appliquer aux activistes des groupes allemands, car le terrorisme d'extrême gauche allemand réunit à des degrés divers l'ensemble de ces courants. Nés de l'opposition extraparlamentaire qui était déjà le produit de multiples déterminants idéologiques, et à l'instar d'autres organisations qui apparaissent à la fin des années 1960, les groupes armés ont tenté de se placer dans le sillage de traditions radicales de la gauche allemande. Mais, comme cet article l'a montré, de toutes autres orientations ont en réalité déterminé les premiers jours de la lutte armée.

Bien plus que la radicalité ouvrière, l'orientation nationale communiste a marqué les premières heures d'un terrorisme allemand devenu le

relais d'une idéologie représentée dans les années 1950 par le SED et le KPD. Le nationalisme de gauche du Mouvement du 2 juin, de la RAF et des Cellules Révolutionnaires a, en outre, adopté des traits foncièrement antisémites, comme c'était le cas pour l'idéologie nationale communiste du SED ou du KPD. Dès lors, ces groupes se sont également liés, sans autre forme de procès, à des mouvements palestiniens qui ont élargi leur champ d'action à l'Europe depuis le milieu des années soixante.

À certains égards, cette orientation peut être assimilée à une opposition nationale-socialiste au sein de la République fédérale, les groupes terroristes de gauche ayant d'ailleurs servi de modèle à suivre pour un certain terrorisme de droite qui fait également son apparition en Allemagne dans les années soixante-dix⁵³. Rappelons à ce sujet qu'un des fondateurs de la RAF, Horst Mahler, deviendra par la suite un agitateur d'extrême droite ouvertement antisémite.

Contrairement aux projets de ses fondateurs et à quelques exceptions près, ce terrorisme national communiste allemand n'a jamais joui d'un véritable relais dans la population. Seuls les soutiens des services secrets de dictatures soviétiques et la collaboration de terroristes palestiniens ont permis à ces groupes de survivre jusque dans les années quatre-vingt-dix.

Dans ses essais inachevés sur les Allemands, le sociologue de la culture Norbert Elias propose quelques considérations intéressantes sur le terrorisme de gauche en RFA, pensé comme « *l'expression d'un conflit générationnel social* »⁵⁴. À travers leur tentative de contourner

et de mettre en échec le monopole d'État sur la violence, Elias situe les terroristes dans la continuité de la fracture civilisationnelle nationale-socialiste et du mouvement des corps-francs de la République de Weimar. Mais contrairement aux opposants nationalistes à la République de Weimar, insiste encore Elias, les activistes de l'opposition extraparlamentaire n'ont pu se réclamer des idéaux de leurs parents et grands-parents. Une opposition fasciste à la démocratie de la République fédérale *aurait pu* être déployée. Mais pour conquérir des positions de pouvoir légitimées sans attirer les foudres de la critique internationale, elle a dû se parer de l'antnazisme et des aspirations sociales révolutionnaires de gauche.

N · O · T · E · S

1. I. Juchler, « Die Weathermen », in W. Kraushaar (éd.), *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 2, Hambourg, Hamburger Edition, 2006, p. 768 et suivantes.
2. M. Wunderle, « Die Roten Brigaden », in W. Kraushaar, *op. cit.*, p. 782 et suivantes.
3. C. Derichs, « Die Japanische Rote Armee », in W. Kraushaar, *op. cit.*, p. 809 et suivantes.
4. Les publications allemandes les plus importantes sur ce sujet sont: Bundesminister des Inneren (éd.), *Analysen zum Terrorismus*, Opladen, 1981; H. Hannover *et al.* (éd.), *Terroristen und Richter*, Hambourg, Vsa Verlag, 1991; B. Peters, *Tödlicher Irrtum*, Berlin, Argon Verlag, 2004; S. Aust, *Der Baader Meinhof Komplex*, Hambourg, Hoffmann und Campe, 2005; W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2007; W. Winkler, *Die Geschichte der RAF*, Berlin, Rowohlt, 2007; K. Pflieger, *Die Rote Armee Fraktion*, Baden-Baden, Nomos, 2007.
5. Voir à ce sujet: M. Jander, « Red Army Faction/Baader Meinhof Group (Germany) », in *The Wiley-Blackwell Encyclopedia of Social and Political Movements*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2013. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/9780470674871.wbespm483/abstract>
6. Voir aussi: J. Herf, *An Age of Murder – Ideology and Terror in Germany, 1969 – 1991*, manuscrit, 2007. (<http://faculty.history.umd.edu/JHerf/GHIterror4ms.pdf>)
7. Au sujet de ces distinctions, voir: W. Laqueur, *Krieg dem Westen*, Berlin, Ullstein, 2004, p. 15 et suivantes.
8. Sur l'histoire de l'opposition extraparlamentaire, voir: K. A. Otto, *Vom Ostermarsch zur APO*, Francfort, Campus, 1990.

Traduit de l'allemand par Jeremy Hamers.

9. W. Kraushaar, *Die Protest-Chronik 1949 – 1959*, Hambourg, Zweitausendeins, 1996.
10. T. Pirker, « Um die Führung der Nation », in *Gewerkschaftliche Monatshefte*, n°6, Cologne, 1951, p. Voir aussi: T. Pirker, « Warum sind wir gegen die Remilitarisierung? », in *Sonderdruck DGB-Kreisausschuß*, Munich, 1952.
11. Au sujet de l'histoire du SDS, voir aussi: T. Fichter, S. Lönnendonker, *Kleine Geschichte des SDS*, Essen, Klartext, 2007. Sur la dissolution du SDS en septembre 1968: « Hü und Hott », in *Der Spiegel*, n° 39, Hamburg, 23 septembre 1968, pp. 77-78.
12. M. Klope, *Israel und die deutsche Linke*, Francfort, Haag und Herchen, 1990, p. 106 et suivantes.
13. Pour une excellente synthèse de cet épisode : G. Koenen, *Das Rote Jahrzehnt – Unsere Kleine deutsche Kulturrevolution 1967 – 77*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 2001.
14. W. Kraushaar, « Rudi Dutschke und der bewaffnete Kampf », in W. Kraushaar *et al.*, *Rudi Dutschke, Andreas Baader und die RAF*, Hambourg, Hamburger Edition, 2005.
15. Le texte de cette allocution de Dutschke et Krahil a été longtemps considéré comme perdu. Il est aujourd'hui disponible en ligne: www.glasnost.de/hist/apo/67dutschke.html (consulté le 9. novembre 2013)
16. R. Dutschke, « Die geschichtlichen Bedingungen für den internationalen Emanzipationskampf », in SDS Westberlin und Internationales Nachrichten- und Informationsinstitut (éd.), *Der Kampf des vietnamesischen Volkes und die Globalstrategie des Imperialismus*, Berlin, Oberbaum, 1968, p. 107 et suivantes.
17. *Ibid.*
18. R. Dutschke, *Aufrecht Gehen - Eine fragmentarische Autobiographie*, Berlin, Olle und Wolter, 1981.
19. W. Kraushaar, 'Wann endlich beginnt bei euch der Kampf gegen die heilige Kuh Israel ?', Reinbek, Rowohlt, 2013. Voir aussi : W. Kraushaar, « Die Tupamaros West-Berlin », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, *op. cit.*, p. 512-513.
20. W. Kraushaar, 'Wann endlich beginnt bei euch der Kampf gegen die heilige Kuh Israel ?', *op. cit.*
21. M. Krauss, « Späte Ermittlungen », in *Jüdische Allgemeine*, n°3, Berlin, 22 août 2013.
22. H. M. Bock, *Geschichte des linken Radikalismus*, Francfort, Suhrkamp, 1976, p. 246 et suivantes.
23. E. Lukas, *Arbeiterradikalismus*, Francfort, Stroemfeld, 1976.
24. P. Birke, « Verwischte Spuren », in *Freitag*, n°34, Berlin, 12 septembre 2009.
25. Gruppe Arbeiterkampf, *Betriebszelle Ford, Streik bei Ford Köln*, Cologne [auto-édition], 1973.
26. « Die Rote Arme aufbauen! », in *Agit 883*, n°61, 22 mai 1970, p. 2.
27. E. Fried, H. M. Novak, Initiativgruppe P.P. Zahl (éd.), *Am Beispiel Peter-Paul Zahl*, Francfort, Sozialistische Verlagsauslieferung, 1976.
28. R. Dutschke, « Georg Büchner und Peter-Paul Zahl, oder: Widerstand im Übergang und mittendrin », in *Georg Büchner Jahrbuch*, n°4, Berlin, 1984, p. 39.
29. La revue *Agit 883* est aujourd'hui intégralement disponible sur internet : <http://plakat.nadir.org/883/index.html>
30. B. Drücke, *Zwischen Schreibtisch und Straßenschlacht? Anarchismus und libertäre Presse in Ost- und Westdeutschland*, Ulm, Klemm & Oelschläger, 1998.
31. Revolutionärer Kampf (BPG Frankfurt), 1. *Untersuchung-Aktion-Organisation* 2. *Zur politischen Einschätzung von Lohnkämpfen*, Berlin, Merve Verlag, Arbeitspapiere, n°3, 1971.
32. A. Grandi, *La generazione degli anni perduti: storie di Potere Operaio*, Einaudi, Milan, 2003.
33. Voir la banque de données de l'anarchisme germanophone DadA sur internet: <http://ur.dadaweb>.

de/dada-p/P0000596.shtml (consulté le 9. novembre 2013)

34. K. H. Roth, *Die „andere“ Arbeiterbewegung*, Munich, Trikont, 1974, p. 263 et suivantes.

35. E. Lucas, J. Wickham, K. H. Roth, *Arbeiterradikalismus und die „andere“ Arbeiterbewegung*, Bochum, Édition Égalité, 1977.

36. K. H. Roth, *op.cit.*, p. 263 et suivantes.

37. Voir l'entrée dans la base de données de l'anarchisme DadA: <http://ur.dadaweb.de/dada-p/P0000738.shtml> (consulté le 10 novembre 2013)

38. Häuserrat Frankfurt, *Wohnungskampf in Frankfurt*, Munich, Trikont-Verlag, 1974.

39. Jugendzentrum Kreuzberg, *Kämpfen Leben Lernen. Georg von Rauch Haus*, Berlin, [auto-édition], 1972.

40. K. König, « Zwei Ikonen des bewaffneten Kampfes – Leben und Tod Georg von Rauchs und Thomas Weißbeckers », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 1, *op. cit.*, p. 430 et suivantes.

41. K.-H. Dellwo, *Das Projekt sind wir. Der Aufbruch einer Generation, die RAF und die Kritik der Waffen. Gespräche mit Tina Petersen und Christoph Twickel*, Hambourg, Edition Nautilus, 2007.

42. D. Hauser, « Deutschland, Italien, Japan », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 2, *op. cit.*, p. 1272 et suivantes.

43. Dorothea Hauser a commenté ce texte en ce sens : D. Hauser, « Rechte Leute von links? Die RAF und das deutsche Volk », in K. Biesenbach (éd.), *Zur Vorstellung des Terrors: Die RAF*, tome 2, Göttingen, Steidl, 2005, p. 135 et suivantes.

44. « Erklärung zur Sache », 1 janvier 1976, réédité dans : ID-Verlag (éd.), *Rote Armee Fraktion*, Berlin 1997, p. 211.

45. H. Knabe (éd.), *Westarbeit des MfS - Das Zusammenspiel von „Aufklärung“ und „Abwehr“*, Berlin, Ch. Links Verlag, 1999, p. 96.

46. M. Jander, « Differenzen im antiimperialistischen

Kampf », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 1, *op. cit.*, p. 696 et suivantes.

47. Extrait du tract « Shalom + Napalm », cité dans W. Kraushaar, *Die Bombe im jüdischen Gemeindehaus*, Hambourg, Hamburger Edition, 2005, p. 48.

48. W. Kraushaar, « Antizionismus als Trojanisches Pferd », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 1, *op. cit.*, p. 676 et suivantes.

49. « Zur Strategie des antiimperialistischen Kampfes (November 1972) », réédité dans : ID-Verlag, *op. cit.*, p. 151 et suivantes.

50. *Ibid.*, p. 173.

51. T. S. Robinson, « Im Netz verheddert », in W. Kraushaar, *Die RAF und der linke Terrorismus*, tome 2, *op. cit.*, p. 828 et suivantes.

52. « Ich habe genug angestellt », in *Der Spiegel*, n°20, 9 mai 1977, p. 33.

53. Voir par exemple : Y. Winterberg, *Der Rebell – Odfried Hepp, Neonazi, Terrorist, Aussteiger*, Bergisch Gladbach, Gustav Lübbe Verlag, 2004.

54. N. Elias, « Der bundesdeutsche Terrorismus – Ausdruck eines sozialen Generationskonflikts », in N. Elias, *Studien über die Deutschen*, Francfort, Suhrkamp, 1989, p. 300 et suivantes.

R · É · S · U · M · É

Au cours des années soixante-dix, plusieurs groupes terroristes d'extrême-gauche voient le jour en Allemagne. Par leurs actions et leurs communiqués, les fondateurs de ces groupes tentent de se placer dans le sillage de la tradition de la radicalité ouvrière profondément ancrée dans l'histoire allemande depuis le début du vingtième siècle. Malgré leur volonté de mobiliser les ouvriers et de recruter de nouveaux membres dans les sphères laborieuses, ils ne parviennent pas à initier un front de lutte commun. En retournant aux racines idéologiques de cet échec, cet article conteste l'idée communément admise que les groupes terroristes d'extrême-gauche allemands étaient avant tout sociaux-révolutionnaires et marxistes. Un retour précis aux premiers déterminants idéologiques de la gauche extra-parlementaire démontre en effet qu'un rattachement à la tradition de la radicalité ouvrière a, en réalité, servi à taire les tendances nationalistes, communistes d'Etat et antisémites que cette même gauche avait héritées du régime Est-allemand des années cinquante.

Abstract

In the seventies, several leftwing terrorist groups emerged in the FRG. Their different statements and some of their concrete actions were indicative of their founders' desire to put themselves in the wake of a deeper German tradition of the "Arbeiteradikalismus" ("workers' radicalism"). But despite the attempts of these groups to ring up collectivities of workers, no real collaboration between the terrorists and the workers occurred. Building on a history of the origins of these attempts (in the extra-parliamentary opposition e.g.), this article challenges the idea, German leftwing terrorism should mainly be seen as a social revolutionary Marxist movement. Further on, it shows that these

attempts were made to hide a real link of German leftwing terrorism to nationalist, communist and anti-Semitic ideas that first came up 1950-1953 in the GDR and which were partly adopted by some parts of the extra-parliamentary opposition in the FRG.